

Oui, mais commençons par les bouter hors de France ; L'ŒUVRE boutons-les jusqu'au bout !

LA PAIX QUE NOUS VOULONS

Unaniment et spontanément, l'opinion des peuples alliés a accueilli avec ferveur et avec défiance la demande d'armistice formulée par les puissances ennemis. Tous les journaux de France, d'Angleterre, d'Amérique et d'Italie déclarent que la démarche de la Triplice (car il n'y a déjà plus de Quadruple) est vaine si elle n'implique pas un aveu public de défaite, et si la sincérité de cet aveu n'est garantie par l'acceptation et l'exécution, préalable à tout débat, des cinq clauses territoriales du programme du Président Wilson, que l'œuvre rappelait hier : restitution à la France de l'Alsace-Lorraine ; restauration de la Belgique, de la Roumanie, du Monténégro et de la Serbie ; reconstruction de la Pologne ; évacuation des territoires russes ; réajustement des frontières italiennes suivant les lignes des nationalités.

Tout le monde veut la paix, mais les Alliés, après plus de quatre ans de lutte héroïque, contre des agresseurs féroces, quatre années d'angoisses, de douleurs, de sacrifices, failliraient à leurs dettes envers leurs morts et envers les générations futures si, au moment même où ils touchent à la victoire, ils se résignaient à une paix sans vainqueurs ni vaincus, à une paix de « compromis et de marchandise », à une paix de conciliation entre le crime et le droit, entre le despotisme féodal (qui croit s'être rendu méconnaissable en s'affublant, depuis quarante-huit heures, d'un masque parlementaire) et la liberté démocratique.

Nous l'avons proclamé : cette grande guerre est devenue une croisade ; son but n'est plus seulement la réparation de quelques iniquités historiques, mais encore et surtout l'émancipation de tous les peuples. Ce ne sont pas là des mots : ce sont des idées solides, irréductibles qui doivent être les assises de la Société future, de cette Société des Nations dont le kaiser, l'empereur, le sultan ne peuvent, ne veulent pas comprendre le véritable caractère, parce qu'ils ruineront leur droit archaïque : le droit de la force et comme on dit en allemand, « le droit du poing » (das Faustrecht).

Déjà les peuples centraux le savent. Leurs maîtres feignent de l'ignorer. Pour soustraire leur couronne et leur dynastie à la fatale issue d'une guerre impie déchaînée par leur rapacité, ils essayent de briser l'élan victorieux des troupes alliées et leur « poursuite implacable », par des discussions diplomatiques, des promesses, des semblants de réformes. Guillaume II offre de jurer « une paix honorable », lui qui a déchiré le « chiffon de papier » où le sceau de l'Empire allemand garantissait la neutralité de la Belgique ! Charles I^eose dire qu'il n'a jamais fait qu'« une guerre défensive », alors que son prédécesseur, par sa lâche et impitoyable violence contre la Serbie, fut l'auteur responsable du massacre universel. Et ils croient pouvoir nous attirer dans d'insidieuses négociations sur la base glissante des principes wilsoniens !

Ces principes, d'une haute philosophie humanitaire, sont très généraux ; leur analyse, leur interprétation pourraient donner lieu, autour d'un tapis vert, à des discussions infinies, où la subtilité des diplomates ennemis aurait vraiment beau jeu. Les seize articles essentiels, qui résument la doctrine du Président des Etats-Unis en une sorte de catéchisme du droit des gens, indiquent la direction, non les limites, de vastes problèmes, sauf sur les cinq points que nous avons cités plus haut. Il est évident, et l'Allemagne même ne peut avoir de doute à ce sujet, que l'observation de ces articles, qui comporte l'abolition des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest — à quoi il faut ajouter la reconnaissance des nationalités indépendantes polonaise, tchèque-slovaque et yougo-slave — est l'indispensable condition préliminaire de tous pourparlers. Mais quant aux pourparlers eux-mêmes, combien les puissances de l'Entente en diminueraient les risques si elles avaient — comme tant d'hommes d'Etat et de publicistes l'ont souvent demandé — ou si elles publiaient aujourd'hui les buts précis qu'elles assignent à leurs efforts guerriers !

Charles Saglio

REIMS DÉLIVRÉE

Les combats d'aujourd'hui ont complètement achevé la délivrance de Reims, dont la richesse et le passé historiques excitent la convoitise des Allemands. L'ennemi, qui la maintint longtemps depuis le début de la guerre, et qui dans sa rage impuissante, l'a incendiée, n'a jamais pu la prendre.

LA RÉPONSE DU PRÉSIDENT WILSON

Le prince Max de Bade a déclaré au Reichstag :

J'ai adressé dans la nuit du 5 octobre, par l'intermédiaire de la Suisse, au président des Etats-Unis d'Amérique, une note dans laquelle je le prie de prendre en main le rétablissement de la paix et d'entrer à ce sujet en rapport avec tous les Etats belligérants...

A cette proposition le président Wilson a répondu d'avance par les paroles décisives qu'il a prononcées le 19 et le 27 septembre dernier :

Il nous faut la victoire absolue et nuls pourparlers ne sont admissibles. Même si les Autrichiens venaient me dire demain qu'ils acceptent les quatorze points de la proposition de paix que j'ai formulés, il resterait encore que nous ne pouvons pas aujourd'hui ajouter foi à la parole de nos ennemis.

Nous avons donc besoin de quelque chose de plus que leur promesse de la tenir et c'est l'impossibilité pour eux de la violer.

LE PRÉSIDENT WILSON,
dans son allocution aux membres du corps diplomatique, le 19 septembre.

Nous sommes tous d'accord qu'aucune paix ne saurait être obtenue par un mariage ou un compromis avec les gouvernements des Empires centraux, parce que nous avons déjà eu affaire à eux et que nous les avons vu traiter avec d'autres gouvernements autrefois engagés dans la lutte ; parce que nous connaissons les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest et que ces traités nous ont convaincus que ces gouvernements sont sans honneur et n'ont pas l'intention d'être justes. Ils n'observent aucun traité, n'acceptent d'autre principe que la force et leur propre intérêt. Avec ceux-là, nous ne pouvons pas nous arranger. Ils ont rendu la chose impossible. A l'heure actuelle, le peuple allemand devrait savoir que nous ne pouvons pas nous contenter de la parole de ceux qui nous ont imposé cette guerre. Nous n'avons pas les mêmes pensées et nous ne parlons pas le même langage.

Il est d'une importance capitale que nous affirmions notre accord sur ce principe qu'aucune paix ne pourra être obtenue par un compromis, par un flétrissement des principes que nous avons proclamés comme étant ceux pour lesquels nous combattons. Aucun doute ne saurait exister à ce sujet.

LE PRÉSIDENT WILSON,
dans son discours du 27 septembre.

Une proclamation de Guillaume II

Le kaiser a adressé à ses troupes l'ordre suivant :

Depuis des mois, l'ennemi se prépare en déployant une force considérable presque sans interruption contre vos lignes. Dans une lutte de plusieurs semaines, souvent sans repos, vous avez dû tenir et faire face à un ennemi bien supérieur en nombre. C'est en cela que consiste la grandeur de la tâche qui vous est fixée et que vous remplissez. Les troupes de toutes les provinces de l'Allemagne font leur devoir et défendent héroïquement leur patrie sur le sol étranger.

La tâche de la flotte est dure pour qu'elle puisse se maintenir contre les forces maritimes unies de nos ennemis et dans son infatigable travail pour soutenir l'armée dans des luttes pénibles. Le pays regarde avec fierté et admiration les exploits de l'armée et de la marine. Je vous exprime mon remerciement et celui de la patrie.

Au milieu de cette dure lutte, le front macédonien s'effondre. Votre front n'est pas brisé et il ne le sera pas.

D'accord avec mes alliés, je me résous à offrir encore une fois la paix à

QUELQUES PAROLES DE GUILLAUME II

Il n'est pas sans intérêt, au moment où l'Allemagne et ses alliés demandent un armistice et la paix, de rappeler quelques-unes des phrases que Guillaume a prononcées depuis septembre 1917, dans les grandes circonstances de l'action militaire allemande. Elles témoignent d'un esprit un peu différent de celui que nos victoires font aujourd'hui régner à Berlin :

Donc, quoi qu'il arrive et quelque temps que cela dure, en avant contre l'ennemi, en avant la joie au cœur, avec la volonté de fer de vaincre tous les ennemis de l'Allemagne.

Discours prononcé après la chute de Riga, le 7 septembre 1917.

Si l'ennemi décline la paix, nous devons alors la redonner au monde en frappant de notre gantlet de fer, de notre épée flamboyante à la porte de ceux qui la refusent.

Discours prononcé devant les soldats de la 2^e armée, le 23 décembre 1917.

Votre nouveau canon a fait brillamment ses preuves. Vous avez ajouté une page glorieuse à l'histoire de la maison Krupp.

Télégramme de Guillaume II à Krupp, le 28 mars 1918.

Le peuple allemand ne vit pas clairement, quand la guerre éclata, quelle signification elle aurait. Je le savais très exactement...

Qu'on le veuille ou non, il ne s'agit pas d'une campagne stratégique, mais d'une lutte entre deux conceptions du monde : ou bien la conception prussienne, allemande, germanique du droit, de la liberté, de l'honneur, doit continuer à être respectée, ou bien la conception anglaise doit triompher, c'est-à-dire que tout doit se ramener à l'adoration de l'argent et que les peuples de la terre devront travailler comme des esclaves pour la race des matres anglo-saxons qui les tient sous le joug.

Ces deux conceptions luttent l'une contre l'autre. Il faut absolument que l'une d'elles soit vaincue et cela ne se fera pas en quelques jours, en quelques semaines, ni même en une année.

Toast à Hindenburg, le 18 juin 1918.

TOUJOURS LA MÊME ÉQUIVOQUE

Eh ! minute ! ce n'est pas du tout ça... Prévoyant dès le 20 septembre la manière précise dont la question de l'armistice allait se poser, l'*Œuvre* énumérait les quatorze articles du président Wilson sous ce titre : *les Bases de la paix*.

Et elle faisait précédé cet opportun mémorandum des lignes suivantes :

Causer confidentiellement, entre diplomates, sur les possibilités d'une réconciliation générale ? A quoi bon ? Les puissances de l'Entente ont déclaré publiquement et avec la plus grande franchise leurs conditions de paix. Que leurs adversaires déclarent s'ils s'y soumettent. Des négociations sur des principes connus de tout l'univers sont inutiles. » Telle a été la réponse du président des Etats-Unis à l'insidieuse invitation du gouvernement austro-hongrois...

Il n'y a pas un mot à changer dans ce texte : telle est la réponse que le président Wilson ne manquera de faire à la nouvelle demande austro-boche.

Porte-parole de l'Entente, le président Wilson n'a pas proposé à nos ennemis des conditions de paix ; il les pose, il les impose. Il dit aux Boches très clairement, très nettement : « Acceptez-vous ces quatorze conditions ? Si oui, montrez-le, prouvez-le en nous donnant des garanties militaires, gages de votre sincérité. Alors nous pourrons causer. Sinon, toute conversation est inutile. »

Mais ce n'est pas du tout de cette façon que le nouveau chancelier Max de Bade entend l'affaire. Il dit : « Dans son message du 8 janvier, le président Wilson a EXPOSÉ un programme de paix générale que nous pouvons admettre COMME BASE DE NÉGOCIATIONS. » Non, il ne s'agit pas de discuter, de « négocier », il s'agit de se soumettre, sans phrases. Peut-être, en feignant de s'y méprendre le prince Max de Bade pourra-t-il, pendant quelque temps encore, donner ainsi le change à son peuple. C'est toujours la même manœuvre, qui consiste à faire accroire aux Allemands que c'est nous qui ne voulons pas de la paix. Mais déjà la ruse est éventée et le jour est proche où, même chez nos ennemis, elle ne trompera plus personne.

Ce jour-là, le kaiser n'aura plus qu'à « faire camarade », en se rendant à merci. Patientons encore un peu : tout nous incline à croire que désormais ce ne sera plus très long.

Gustave Téry

Les propositions de paix allemandes

LES DÉCLARATIONS DU PRINCE DE BADE au Reichstag

Voici le texte du discours prononcé au Reichstag par le nouveau chancelier allemand et dont nous avions donné hier les éléments essentiels.

Conformément au rescrit impérial du 30 septembre, l'Empire allemand a été l'objet d'une réforme fondamentale dans sa direction politique, et j'ai été appelé par Sa Majesté l'empereur à la tête du gouvernement comme successeur du comte Hertling, qui a rendu à la patrie les plus grands services.

Il est conforme à l'esprit de la forme gouvernementale, désormais introduite chez nous, que j'expose en public au Reichstag, sans retard, les principes suivant lesquels je pense remplir des fonctions grosses de responsabilités.

Ces principes ont été fixés d'accord avec les gouvernements alliés et les chefs des partis de la majorité de cette haute Assemblée, avant que je me sois décidé à accepter la charge de chancelier. Ainsi, je représente ma profession de foi politique, mais aussi les sentiments de la très forte majorité de la représentation populaire de l'Allemagne, par conséquent du peuple allemand, qui a composé le Reichstag selon ses désirs sur la base du scrutin général égal et secret.

Seul, le fait que je sais avoir derrière moi la conviction et la volonté de la majorité du peuple m'a donné la force d'assumer la direction des affaires de l'Empire à la dure et grave époque que nous vivons ensemble. Les épaules d'un seul homme

NOS TROUPES VICTORIEUSES ONT FRANCHI LA SUIPPE

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS DU 6 OCTOBRE (14 HEURES). — La poursuite a continué pendant la nuit sur tout le front de la Suippe. A gauche, nos troupes, franchissant le canal de l'Aisne dans la région de Sapigneul, ont atteint les abords d'Aguilcourt. Plus à l'est, nous approchons d'Aumenancourt-le-Petit ; le massif de Nogent-l'Abbesse est en notre pouvoir et largement dépassé. Nous passons sur la ligne générale : nord de Pomacle, nord de Lavannes, nord d'Epoye. A droite, nous occupons le village de Pont-Faverger, sur la Suippe. Sur l'Arnes, nos éléments avancés ont abordé la crête boisée au nord de la rivière. Plusieurs centaines de prisonniers ont été faits dans la journée d'hier et dans la nuit.

Au sud de l'Ailette, des unités italiennes, opérant dans la région Ostel-Soupir, après avoir enlevé précédemment les points d'appui importants de la Cour-Soupir, de Soupir, et le parc de ce village, ont livré hier de rudes combats sur les plateaux au nord-est. Elles ont conquis de haute lutte les tranchées solidement tenues par l'ennemi à la hauteur de la Croix-Saint-Tête et de la ferme de Metz.

Au nord de Saint-Quentin, des combats se poursuivent avec le même acharnement dans la région de Lessins, où nous avons réalisé une nouvelle avance à l'est de cette localité.

(23 HEURES). — Au nord de Saint-Quentin, la bataille a continué tout le jour entre Morcourt et Sequehart. Nos troupes ont enlevé Bemancourt, la ferme Tilloy et plusieurs bois organisés en points d'appui. L'ennemi a résisté avec une furieuse énergie sans pouvoir enrayer l'avance de nos troupes qui ont conquis le terrain pied à pied en faisant plusieurs centaines de prisonniers.

Au nord de Reims, nous avons atteint la Suippe en de nombreux points. Les arrières-gardes allemandes sur la rive sud ont opposé une grande résistance et ont contre-attaqué à plusieurs reprises. Nos troupes les ont repoussées en leur infligeant de lourdes pertes. Nous tenons les lisières sud d'Aguilcourt et le village de Bertricourt au nord de la Suippe. Plus à droite, nous avons forcé le passage de la rivière à l'est de Orainville et enlevé le cimetière de Pont-Givart.

Des combats non moins vifs ont eu lieu dans la région de Bazancourt et de Boult-sur-Suippe qui nous ont permis d'arriver aux lisières de ces localités. Nous avons débouché de Bétheniville malgré un feu violent de mitrailleuses et d'artillerie et gagné du terrain ainsi qu'au nord de Saint-Clément à Arnes. Dans cette région, nos troupes, au cours de leur progression, ont supporté sans plier une très forte contre-attaque. Notre artillerie, tirant à vue sur les bataillons ennemis, leur a fait subir de lourdes pertes. L'ennemi a été contraint de se replier en désordre.

seraient trop faibles pour que je puisse supporter seul la formidable responsabilité qui incombe actuellement au gouvernement.

Le programme d'un gouvernement démocratique

Ce que je dis aujourd'hui je ne le dis pas seulement en mon nom et au nom de mes collaborateurs officiels sur lesquels je m'appuie, mais aussi au nom du peuple allemand.

Le programme des partis de la majorité sur lequel je m'appuie contient d'abord une adhésion à la réponse faite par le gouvernement précédent à la note du pape, le 1^{er} août 1917.

Il y a aussi dans ce programme une approbation sans réserve de la résolution de paix du Reichstag du 19 juillet 1917. Il déclare en outre que nous sommes prêts à nous joindre à une ligue générale des peuples sur la base de l'égalité des droits pour tous, forts et faibles. Il prévoit la solution de la question belge, si discutée, dans la restauration complète de la Belgique, notamment dans son indépendance et son territoire. On doit aussi chercher une entente sur la question des indemnités.

Le programme ne veut pas que les traités de paix déjà conclus soient un empêchement à la conclusion de la paix générale. Il demande, en particulier, que, dans les pays baltiques, en Lithuanie et en Pologne, soient rapidement formées des représentations populaires sur de larges bases. Nous aiderons à l'établissement des conditions préalables nécessaires par l'introduction, sans tarder, d'une administration civile dans ces pays. Ce sont les territoires qui doivent régler eux-mêmes leurs rapports avec les Etats voisins et décider sur leur Constitution.

La réforme intérieure

En politique intérieure, nous avons pris position clairement et fermement par la méthode employée dans la constitution du gouvernement. Sur ma proposition, les chefs des partis de la majorité ont été appelés à être mes conseillers immédiats.

Messieurs, j'étais convaincu que l'unité dans le gouvernement de l'Empire ne devait pas être garantie seulement par le fait que tel ou tel de ses membres appartenait à tel parti ; mais j'ai considéré comme presque plus importante encore l'unité dans les idées. C'est de ce principe que le parti également pour le choix de mes collaborateurs qui ne sont d'aucune fraction. J'ai attaché le plus grand prix à ce que les membres du nouveau gouvernement se placent tous sur le terrain de la paix du droit, indépendamment de la situation militaire, et à ce qu'ils eussent fait leur credo en ce sens au moment où nous étions à l'apogée de nos succès militaires.

Je suis convaincu, messieurs, que la faire dont la direction de l'Empire vient d'être constituée avec la collaboration du Reichstag ne représente pas quelque chose de passager, et qu'en temps de paix ne pourra pas être formé un gouvernement ne s'appuyant pas sur le Reichstag et ne tirant pas de lui ses chefs.

C'est en prenant comme mot d'ordre la parole impériale que doit aussi s'accompagner l'évolution politique en Prusse, dans l'Etat qui est à la tête des confédérés allemands ; les messages du roi de Prusse promettant le système électoral démocratique seront ainsi exécutés rapidement sans restriction. La question électorale de la Prusse, étant donné la situation prédominante de cet Etat, est une question allemande. (Applaudissements.) Je ne doute pas que les Etats confédérés suivent l'exemple de la Prusse.

Je reste, d'ailleurs, inébranlablement fidèle aux principes fédéraux de l'empire qui est un Etat confédéré, dont chacun des membres décide en pleine indépendance de sa vie constitutionnelle intérieure, un droit que l'Alsace-Lorraine peut aussi pleinement revendiquer.

...Avec la journée du 30 septembre 1918, jour du recrue impérial, commence une nouvelle époque dans l'histoire intérieure de l'Allemagne. (Applaudissements.)

"Il faut que le peuple soit derrière nous..."

La politique intérieure qui est établie dans les lignes essentielles est d'une importance décisive pour la question de la guerre ou de la paix. La force offensive qu'a le gouvernement dans ses aspirations vers la paix dépend de la question de savoir s'il a derrière lui une volonté populaire unitaire et inébranlable. C'est seulement si les ennemis sentent que le peuple allemand est résolument derrière ses dirigeants responsables, c'est seulement alors que les nôtres peuvent se transformer en actes. (Applaudissements.)

Messieurs, je suis convaincu que ce programme dont je n'ai exposé que les idées directrices, peut soutenir la comparaison avec tous les principes des gouvernements étrangers. Il ne me semble pas opportun d'entrer encore davantage aujourd'hui dans les détails des mouvements divers des débâcles que nous avons eues avant la formation de ce gouvernement, qui furent naturellement bien plus approfondies que ne le montre le court résumé que je vous fais des choses les plus importantes.

La situation militaire

A l'ouest, sévit depuis des mois une bataille effroyablement meurtrière. Grâce à l'incomparable hérosme de notre armée qui vivra à jamais comme une page de gloire ineffaçable dans l'histoire du peuple allemand, le front occidental n'est pas rompu. Cela nous permet de regarder l'avenir avec confiance. C'est pourquoi il est aussi de notre devoir d'établir clairement que notre bataille sanglante et pleine de sacrifices ne sera pas prolongée un four de plus au-delà du

moment où paraît possible la conclusion d'une paix ne touchant pas à notre honneur.

La proposition de paix

M'appuyant sur l'accord de toutes les autorités qualifiées de l'empire et sur l'approbation des alliés agissant d'accord avec moi, j'ai adressé, dans la nuit du 5 octobre, par l'intermédiaire de la Suisse, au président des Etats-Unis d'Amérique, une note dans laquelle je le prie de prendre en main le rétablissement de la paix et d'entrer à ce sujet en rapport avec tous les Etats belligérants. Cette note arrivera à Washington aujourd'hui déjà ou demain. Elle est adressée au président des Etats-Unis parce que celui-ci, dans son message au Congrès du 8 janvier 1918 et dans des manifestations ultérieures, notamment dans le discours qu'il prononça à New-York le 27 septembre, a exposé un programme de paix générale que nous pouvons admettre comme base de négociations.

J'ai fait cette démarche dans la voie de la délivrance non seulement de l'Allemagne et de ses alliés, mais de toute l'humanité, parce que je crois que les idées au sujet du bonheur futur des peuples qui opposent M. Wilson sont complètement en harmonie avec les idées générales qui sont celles non seulement du nouveau gouvernement allemand, mais aussi de la très grosse majorité de notre peuple.

En ce qui me concerne personnellement mes discours antérieurs, prononcés devant d'autres auditoires, prouvent qu'il n'y a eu aucune modification dans les idées que je me fais de la paix future depuis que je suis chargé de conduire les affaires de l'empire.

"Où la lutte à la vie, à la mort"

Ce que je veux, c'est une paix honorable et durable pour toute l'humanité, et je crois qu'une paix de ce genre serait aussi le rempart le plus solide pour assurer la prospérité future de notre propre patrie. Aussi, nous voilà donc au-delà d'aucune sorte entre les obligations imposées par les devoirs nationaux en ce qui concerne la question de la paix. L'essentiel, à mes yeux, est que ces obligations soient respectées et reconnues par tous les intéressés avec la même loyauté comme étant impératives, comme cela est le cas pour moi et pour les autres membres du nouveau gouvernement. C'est ainsi que j' considère la première décision que j'ai prise comme homme d'Etat dirigeant la politique de l'empire avec le calme intérieur que me donne ma bonne conscience en tant qu'homme et serviteur de notre peuple, calme qui repose en même temps sur ma ferme confiance en ce grand peuple fidèle, capable de tous les dévouements et en sa gloireuse armée.

Quelque résultat qu'ait cet acte, je sais qu'il trouvera une Allemagne fermement résolue et unanime, aussi bien pour une paix honnête, se refusant à toute atteinte égoïste aux droits d'autrui, que pour la lutte finale (Applaudissements), à la vie, à la mort, à laquelle notre peuple serait contraint, sans qu'il y ait de sa faute, si la réponse à notre offre des puissances en guerre avec nous devait être dictée par la volonté de nos anciêtres.

Je n'ai aucune hésitation à l'idée que la deuxième éventualité pourrait se présenter, car je connais l'étendue des forces formidables qui, maintenant, résident en notre peuple ; et je sais que, ayant la conviction irréfutable qu'il ne luttera pas pour un autre but que pour notre existence en tant qu'humanité, le président Wilson accueillerait notre offre dans l'esprit où nous la faisons. Alors la porte sera ouverte pour la paix prochaine et honorable du droit et de la réconciliation, aussi bien pour nous que pour nos adversaires. (Vifs applaudissements sur tous les bancs. Protestations chez les socialistes minoritaires.)

Après le discours du chancelier, le président Fehrenbach a repris la parole et a dit que ces importantes déclarations seraient l'objet de discussions approfondies dans les prochaines séances.

— La paix, a-t-il continué, est un mot combien consolant et combien riche d'espérances ! Le peuple et les soldats alle-

mands la sauveraient de tout cœur, si c'était la paix véritable ouvrant le chemin d'une entente, mais ils seraient prêts aussi à tous les sacrifices.

Après avoir déclaré au nom du peuple allemand et du Reichstag, dont la grosse majorité est d'accord avec la démission, qu'il approuvait l'offre de paix et souhaitait son succès, il a proposé l'ajournement afin de permettre aux fractions de discuter les déclarations gouvernementales.

M. Haase, socialiste indépendant, et M. Beyda, Polonais, se sont opposés à la proposition d'ajournement et ont demandé une séance lundi.

M. Ebert, socialiste, a déclaré que la tâche du Reichstag était de faire tout ce qui peut aider à la paix et a parlé pour l'ajournement.

La proposition du président a été adoptée contre les voix des socialistes minoritaires et des Polonais. La séance a été levée à six heures.

De la manœuvre de guerre à la manœuvre de paix

Chaque jour la toute-puissance de la manœuvre s'affirme davantage.

J'ai indiqué hier comment j'aperçois le dessin d'un grand mouvement d'enveloppement stratégique des forces ennemis qui ont envahi le nord de la France par nos troupes s'avancant le long de la Meuse à droite, et dans les Flandres à gauche.

Cette magnifique opération d'ensemble n'est d'ailleurs que la combinaison, l'agencement d'actions plus restreintes dont chacune peut passer elle-même pour une admirable manœuvre.

Est-il nécessaire de rappeler que la première de celles-ci fut une attaque de front dirigée contre les Allemands qui avaient franchi la Marne le 15 juillet, combinée avec une attaque de flanc débouchant de la forêt de Villers-Cotterets, le 18 juillet, et s'avancant par les deux rives de l'Oise ?

Ensuite, ce fut l'armée de Hutier que nous accrochâmes à Ribécourt et à Lassigny, tandis qu'une poussée victorieuse vers Chaulnes et vers Roye menaçait de la prendre à revers. Cela se passait pendant les premiers jours d'août.

Depuis, nous avons assisté à la marche oblique destinée à déborder les défenses du Chemin-des-Dames ; nous avons vu investir Saint-Quentin et Cambrai par une suite de mouvements mesurés et prudents.

Enfin, j'ai insisté dernièrement sur l'art de cette conception qui, sans cependant rien livrer au hasard, a porté tout d'un coup à une extrémité imprévue du champ de bataille, une masse importante dont les coups sont destinés peut-être à amener les résultats décisifs. N'est-ce pas d'ailleurs à dessein qu'on a laissé ces temps derniers les imaginations s'égarer au-delà des Vosges ou sur les bords de la Moselle ?

Or, voici qu'hier une nouvelle manifestation de génie éclaire encore la victoire. Depuis septembre 1914, les Boches étaient restés implantés aux portes de Reims.

Au pied de la Butte de Brimont, à 9 kilomètres au nord-ouest de la ville, notre poursuite entamée après la première bataille de la Marne avait dû s'arrêter. En avril 1917, lors de notre malencontreuse offensive, une forte attaque dirigée contre le fort du même nom échoua également.

D'autre part, le massif de Moronvilliers constitua à 25 kilomètres à l'est de la malheureuse cité une citadelle également réputée imprenable que nos plus violents efforts, à la même époque, parvinrent à peine à écarter.

Entre les deux, plus formidables encore, se dressent les hauteurs de No-

gent-l'Abbesse, couvertes de tranchées, trouées de cavernes, hérissées de canons. Jamais on ne s'essaia contre elles.

Attaquer de front un ensemble aussi redoutable eût été renouveler les héroïques folies qu'exigèrent jadis des états-majors téméraires et mal instruits des nécessités de la guerre moderne. On s'en est cette fois bien gardé ; et c'est encore à la manœuvre qu'on a eu recours pour tourner l'obstacle.

On y a réussi à droite où, après avoir débouché entre l'Aisne et la Suippe, on a atteint d'abord la Py, puis l'Arnes qui se jette dans la Suippe à Bétheniville, à 6 kilomètres au nord de Moronvilliers.

On y a réussi à gauche où, après avoir progressé entre la Vesle et l'Aisne, on s'est rabattu le long du canal de l'Aisne, et où on a pénétré dans le fort de Brimont évacué.

Quant au triangle fortifié, Nogent-l'Abbesse, la vigie de Béru, et le fort de Vitry-les-Reims, celui-ci, entouré par nos troupes, est désormais à leur merci.

Et c'est ainsi que, de manœuvre en manœuvre, nous avons amené le Boche à nous offrir d'une main le rameau d'olivier.

Toutefois, avec l'autre patte, il met le feu à la ville de Douai.

Général Verreaux

Epouvantable catastrophe à New-Jersey

New-York, 6 octobre. — Une explosion a eu lieu hier matin à Morgan (New-Jersey), dans une usine de chargement d'obus. La secousse occasionnée par l'explosion s'est fait sentir sur une immense superficie.

La majorité des ouvriers ont réussi à se sauver, mais il y a de nombreux disparus.

D'autres usines de munitions du voisinage étaient menacées par les étincelles, les autorités ont ordonné l'évacuation de toute la ville de Radius, située à seize kilomètres de Morgan.

La situation de Morgan, en cours de la journée, était encore telle hier que les pompiers, les soldats, les marins et les civils offrant leurs services pour combattre l'incendie qui a suivi l'explosion, n'ont pas pu approcher du lieu de la catastrophe. L'incendie n'est donc pas combattu et on ne peut pas évaluer le nombre des morts.

Des tonnes de poudre de trinitrotoluoïd ont été hâtivement enterrées pour les sauver et pour protéger les autres usines de munitions et prudentes.

Plusieurs agglomérations du voisinage comptant au total 60.000 habitants, ont été presque complètement évacuées. Les routes qui conduisent au lieu du sinistre sont encombrées de réfugiés et de véhicules transportant les blessés à l'hôpital.

Les gredins qui se sont répétés toute la journée et les nouvelles explosions qui se produisent donnent aux habitants de Jersey-City et de New-York une impression de sécurité... Et quand on possède par cœur son Stud-Book et ses Tables de Bruce Lowe, il faut encore compter avec ce facteur formidable que l'amiral Rous, vieux loup de mer à épervons, appelait la « gloireuse incertitude du turf ». Pour vous faire apprécier la valeur de cette gymnastique intellectuelle et sportive, je vous citerai seulement l'exemple de deux hommes qui pendant quinze ans, ont assidûment fréquenté l'école du turf : M. Klotz, qui est devenu ministre des finances, et M. Marcel Hulin, qui fut le plus grand père de la critique militaire.

Et puis, quoi... Si vous moralisez la peine, ouvrez les portes du pesage, pour que les nouveaux riches viennent un peu rendre gorge : je vous assure que ce sera très moral.

Et puis enfin... Le pari-mutuel est un impôt indirect ; le jeu est un vice. Ne vaut-il pas mieux prélever l'impôt volontaire sur les vices qui jouent, plutôt que l'impôt forcé sur les gens vertueux qui ne vont jamais aux courses ?



Un problème d'après-guerre

Il paraît qu'il y a au Parlement une minorité pour le rétablissement du pari mutuel. Et une presse vertueuse proteste au nom de la morale et de l'amélioration des classes laborieuses.

Pourquoi ?

Les deux grands principes de la morale supérieure se formuleraient ainsi : « Tu ne tueras point », « Tu ne prendras pas le bœuf du prochain, ni son cheval, ni son âne... Alors, quand vous aurez empêché les gens de s'entretenir et de prendre l'argent du voisin, il sera temps de penser à les empêcher de perdre au jeu leur propre argent.

Si vous envisagez la morale inférieure, c'est-à-dire parisiennes, regardez autour de vous ; et supprimez d'abord les promenoirs de music-hall, qui sont des trottoirs abrités, et les trottoirs des boulevards, qui sont des promenoirs en plein air.

Les intérêts des classes laborieuses... La passion du jeu est universelle et irrépressible. Tout est jeu ; le grand industriel et le général vainqueur sont des joueurs heureux. On joue sur le zinc des bistrots et dans l'arrière-boutique des ministères. Il faut faire la partie du jeu. J'entends démontrer que le pari mutuel en constitue la forme la moins malfaite :

1° Les classes laborieuses pratiquent ce sport en plein air ; l'hippodrome suburbain est plus hygiénique que le bar populaire.

2° Le pari mutuel offre seulement au parieur le plaisir de gagner et le plaisir de perdre. Le jeu chez le bistro impose la nécessité de boire ; l'argent perdu aux cartes ou gagné au zanzibar se liquide en alcool.

3° La faculté de jouer aux courses est limitée par le nombre des épreuves à au cours d'une réunion, le parieur a seulement six occasions de perdre sa mise... Multipliez par mille pour une partie de poker.

4° Les fonds de culottes des fidèles du mutuel s'en vont à la cagnotte officielle, c'est-à-dire à des œuvres pie.

5° Le jeu aux courses de chevaux est, par exception, un jeu intelligent où le hasard a peu de prise. Pour dégager l'X gagnant, il faut résoudre un problème infinité complexe par ses facteurs mathématiques : poids ; distance ; état du terrain ; performances antérieures ; aptitudes ataviques et forme actuelle des concurrents ; valeur professionnelle du jockey ; valeur morale du propriétaire... Et quand on possède par cœur son Stud-Book et ses Tables de Bruce Lowe, il faut encore compter avec ce facteur formidable que l'amiral Rous, vieux loup de mer à épervons, appelait la « gloireuse incertitude du turf ». Pour vous faire apprécier la valeur de cette gymnastique intellectuelle et sportive, je vous citerai seulement l'exemple de deux hommes qui pendant quinze ans, ont assidûment fréquenté l'école du turf : M. Klotz, qui est devenu ministre des finances, et M. Marcel Hulin, qui fut le plus grand père de la critique militaire.

Et puis, quoi... Si vous moralisez la peine, ouvrez les portes du pesage, pour que les nouveaux riches viennent un peu rendre gorge : je vous assure que ce sera très moral.



GABRIELE D'ANNUNZIO par ANDRÉ GEIGER

Quelle déception, à le voir ! Eh quoi, ce petit homme au crâne chauve, au visage blanchâtre, c'était d'Annunzio, le grand, l'illustre d'Annunzio, d'Annunzio le magnifique ! Je n'en crus pas mes yeux lorsqu'on me le montra, à la répétition générale de la Pisanello. Etrange soirée, dont il me semble que tous ceux qui y étaient doivent se souvenir comme d'un des moments les plus significatifs de cette époque hyperesthésisée maintenant appelée avant-guerre ! Entouré d'admiratrices, il parlait lentement, d'une voix mûre et chantante. Physiquement même, il représentait à l'état aigu la décadence. On l'eut dit desséché par le feu de l'esprit et des passions. Non, d'Annunzio n'était point beau, il n'était pas joli, mais il était un peu ridicule. Il était exotique sans être, sans pittoresque. L'habit noir et l'atmosphère des théâtres parisiens détruisaient croûtement l'image que nous nous faisons d'Annunzio vêtu de pourpre, monté sur un cheval blanc et déclamant ses vers aux divinités marines. Nous avions envie de sourire, en gars qui ont été dupes d'une bonne plaisanterie et qui sont déabusés.

La guerre est venue, d'Annunzio est parti, et ces jeunes gens qui se penchaient comme des saules devant tous les miroirs les couloirs ont pris un fusil, et sont allés se faire tuer gentiment. J'étais à la Pisanello avec le singulier et captivant écrivain qui signait René Dalize et dont ses amis ne cesseraient de parler comme d'un être extrêmement rare. Au printemps de 1916, en pleine guerre, les Ballets russes repartirent au Châtelet (étonnante exhibition, plus étonnante encore aujourd'hui qu'à sa date !) Je me retrouvais dans ce couloir où, me promenant avec Dalize, j'avais croisé d'Annunzio. Dalize était toujours près de moi, mais invisible. Il venait d'être tué. Beaucoup de nos amis ignoraient encore la nouvelle. Je la leur disais. C'était une soirée funèbre.

Quant à d'Annunzio, il remplissait les journaux de ses exploits. Il redevenait légendaire, mais d'une manière différente et qui ne promettait plus de désillusion. Ainsi, l'autour au visage blasé et aux rares poils laborieusement hérissés, dont des femmes extasiées baignaient les mains, coiffait chaque jour le casque et risquait continuellement une existence complète des plus nobles félicités. Il rendait à la Poésie ce témoignage qu'elle n'est pas que jeux et simulacres ; à l'Esthétique, qu'il est une erreur de la tenir pour un ensemble de conventions vaines, pour un code dépourvu de sanctions, et qu'entre le vrai et le faux poète, la différence est de même nature qu'entre le bête et le guerrier. Il faisait la preuve éblouissante de ceci : les mots obligent. Il agissait, il tuait l'ennemi de la civilisation dont il était personnellement le type synthétique vivant et responsable. Il s'exposait à être tué pour que cette civilisation vécût.. On hésite à condamner la "kultur" germanique quand on songe aux martyrs volontaires qu'elle a elle aussi suscités, et pourtant elle est digne de toute abomination, et il y a là un grand mystère. Mais elle n'a pas son d'Annunzio. Ses héros sont moins beaux que les nôtres — et bien le moins qu'on puisse dire des nôtres et des autres, à propos de littérature.

L'extraordinaire et prestigieuse aventure qu'a été, que sera jusqu'à sa fin la vie de d'Annunzio. M. André Geiger a voulu la transcrire dans une forme convenable au sujet. Parti de ce principe qu'un tel ouvrage et un tel homme sont inséparables, il a entrepris de nous montrer celui-ci à travers celui-là. A la bonne heure ! J'aime l'anecdote.

André Billy

La Bourriche, 14, Fg. St-Martin, livre coll. 2 kg.
poids frais extra contre mandat net 4,50, mérin,
goode, frithre, etc.; 7 fr., maquerelle, rale, rouget;
16 fr., sole, turbot, barbue.



Mise en congé des militaires pour le service de l'emprunt

A l'occasion du prochain emprunt, des congés sans solde de deux mois au maximum pourront, sur la proposition du ministre des finances, être accordés par l'autorité militaire aux agents de change et commis d'agents de change, aux banquiers, aux employés d'établissements de crédit et de banque.

Afin de permettre l'établissement des dossier à transmettre au ministère de la guerre, les agents de change, banquiers ou directeurs d'établissements de crédit doivent adresser leurs demandes d'urgence au ministre des finances (commissariat à l'emprunt national).

Ces demandes ne peuvent concerner que des militaires du service armé faisant partie des classes 1902 et plus anciennes et des militaires du service auxiliaire faisant partie des classes 1910 et plus anciennes.

Les demandes devront comporter les renseignements suivants :

1^o Nom et prénoms du militaire;

2^o Classe;

3^o Catégorie (service armé ou service auxiliaire);

4^o Grade;

5^o Régiment, corps ou service;

6^o Bataillon, escadron ou batterie;

7^o Formation, si le militaire est détaché de son régiment, de son corps ou de son service;

8^o Garnison pour la zone de l'intérieur ou secteur postal pour la zone des armées;

9^o Emploi à la banque ou à l'établissement;

10^o Siège de la banque ou de la succursale à laquelle l'employé doit être affecté.

Le nombre total des congés devant être limité, surtout pour la zone des armées, il y a intérêt à ce que les demandes parviennent dans le plus bref délai possible au ministère des finances.

En ce qui concerne les notaires, des permissions de trente-cinq jours leur seront accordées.

Par mesure générale, les intéressés devront présenter leurs demandes non au ministère des finances, mais directement, par la voie hiérarchique, à leurs chefs de corps ou commandants de dépôts.

L'Officier de service

LA VIE LITTÉRAIRE

Aujourd'hui aura lieu à l'Hôtel Drouot la troisième et dernière partie de la vente, après décès, de la bibliothèque de M. Le Petit, ancien libraire.

Le numéro le plus intéressant du catalogue est à coup sûr le 2739, manuscrit du *Livre d'Amour* (1833). Ce manuscrit a servi sans doute pour l'impression. Il contient des notes, des additions et des corrections de la main de Sainte-Beuve ; il renferme en outre une pièce de vers inédite.

On mettra ensuite en vente une collection de petites revues symbolistes et autres, qui n'ont pas la portion la moins curieuse de la bibliothèque de M. Le Petit. Voici tous les titres qui figurent au catalogue : *Le Centaure*, *La Conque*, *Le Décadent*, *Erős pour l'Art*, *Gazette Académique*, *Les Grimmais*, *Ostave Mirbeau*, *La Jeune France*, *La Jeunesse*, *L'Hydrographie*, *La Plume*, *La République des Lettres*, *Revue d'aujourd'hui*, *Revue des Romans*, *Revue du monde nouveau*, *Revue fantaisiste*, *La Revue indépendante*, *La Revue moderniste*, *La Revue wagnérienne*, *Le Scapha*, *La Vogue*.

Demandez à L'ŒUVRE
et partout :
Le Bottin de la diffusion
PETITS MORCEAUX de LÉON DAUDET et CHARLES MAURRAS CHOISIS par GUSTAVE TÉRY

L'ŒUVRE des Autres

LA DEMANDE D'ARMISTICE

L'ensemble de la presse du soir émet sur les propositions germano-austro-turques des opinions nettes, catégoriques, intrinsèques, aussi défavorables que possible à toute tractation. Pour le *Temps*, l'Allemagne n'a qu'un but : nous faire tomber les armes des mains !

Puis, quand on aurait cessé de combattre, quand les troupes allemandes auraient repris haleine, quand le gouvernement impérial serait populaire et fort, les plénipotentiaires allemands renverraient une à une les présentes bases de la négociation.

Les régions envahies serviraient d'otages. L'Alsace-Lorraine ? « Venez la prendre », diraient-ils. Nous discuterions sous le poids d'un terrible chargement. Le sang que nous avons versé aurait tout en vain. Les Alliés se reprocheraient mutuellement leur déception. Il faudrait reconnaître que l'armistice n'a pas été accordé sans garanties aux Bulgares. Les Empires centraux prouveraient leur bonne foi et la sincérité de leur désir de paix en acceptant d'évacuer les territoires français et belges qu'ils occupent actuellement.

De notre côté, comme l'armistice ne doit non plus procurer aucun avantage militaire, nous pourrions nous engager à ne pas point pourrir, et nos troupes s'arrêteraient à la limite fixée par le président Wilson.

M. Sembat envisage ensuite de près les possibilités d'armistice. Voyons, n'y aurait-il pas moyen de s'entendre ?

Si l'offre d'armistice était repoussée dédaigneusement, comme l'ont été les offres autrichiennes, l'empereur Guillaume se retournerait vers son peuple en lui criant que les Alliés ne veulent point la paix, mais la destruction de l'Allemagne, et qu'il faut se défendre jusqu'à la mort.

M. Sembat envisage ensuite de près les possibilités d'armistice. Voyons, n'y aurait-il pas moyen de s'entendre ?

Si l'armistice n'avait d'autre intérêt, pour les Allemands, qu'un intérêt stratégique, s'il devait leur servir à suspendre notre offensive générale, et d'améliorer leur ligne de résistance, personne, chez nous, ne se prêterait à leur calcul. Mais il est impossible de trouver des garanties. L'armistice n'a pas été accordé sans garanties aux Bulgares. Les Empires centraux prouveraient leur bonne foi et la sincérité de leur désir de paix en acceptant d'évacuer les territoires français et belges qu'ils occupent actuellement.

De notre côté, comme l'armistice ne doit non plus procurer aucun avantage militaire, nous pourrions nous engager à ne pas point pourrir, et nos troupes s'arrêteraient à la limite fixée par le président Wilson.

Au Rhin, alors ?

M. Sembat a tort de ne pas préciser. C'est là le point important.

Quant à M. Paul-Meunier (*Vérité*), sa réponse est absolue :

Cette déception sensationnelle est la suite immédiate de la séance historique du Reichstag, où pour la première fois un gouvernement parlementaire issu de l'Assemblée et comprenant le chef du parti socialiste, s'est présenté devant le Parlement impérial. Le chef de ce gouvernement nouveau, le prince Max de Baden, a fait ses débuts devant la République nationale en déclarant, au nom de l'Allemagne et de ses alliés, qu'il acceptait les quatorze articles du traité de paix de M. Wilson.

Le chancelier catholique est-il sincère ? A-t-il fait des réserves ? A-t-il donné pleins pouvoirs à l'Autriche pour agir en son nom ? Nous n'en pouvons rien dire encore, n'ayant aucun détails.

En tout cas, voilà pour la première fois, depuis quatre ans, la grande question posée devant l'Humanité.

LE CONGRÈS SOCIALISTE

Les propositions ennemis d'armistice et de paix donnent aux délibérations du congrès socialiste une importance imprévue. C'est ce que M. Cachin (*Heure*) sent très bien et qu'il essaie de faire comprendre à ses camarades :

Nous arrivons à un moment où les idées, pour lesquelles notre pays a consenti de si épouvantables sacrifices, semblent à la veille de triompher. Pour en assurer la réalisation, pour empêcher que nos conditions de paix démocratique et durable ne soient victimes par le plus détestable esprit de conquête, l'unité d'action de notre parti devient le devoir impérieux. Et il ne saurait être question d'une unité de juxtaposition et purement extérieure, mais d'une foi commune, d'une confiance et d'une solidarité effectives, bref, d'une forte unité morale.

Serons-nous assez sages pour le comprendre et pour accompagner les sacrifices réciproques qui s'imposeront ? Saurons-nous regarder hors de la sale exiguë de nos délibérations, oublier nos querelles de mols et de virgules, et voir d'un œil clair la situation présente de l'univers ? Bref, serons-nous une ècole ou un grand parti politique, auquel appartient l'avenir ?

Nos déchirements et nos disputes, s'ils persistent, écarteleront de nous tous les travailleurs, dégâtés de notre inaction et de notre incapacité à voir loin et clair. Quel dommage si nous nous refusions d'apercroire ces résultats de nos discussions stériles ! Mais nous sommes nombreux qui avons foi dans le bon sens et l'ambition du parti de la grande majorité de nos camarades.

L'Apprenti

Naissance

Ginette Bracquemont annonce à son papa, cycliste au 85^e d'infanterie, que son petit frère Bernard est arrivé samedi 5, à minuit, et que tout le monde va bien.

BREF

Un *Te Deum*. — A l'occasion de la délivrance de la Macédoine un *Te Deum* a été chanté hier matin en l'église grecque de la rue Georges-Bizet.

MOUVEMENT JUDICIAIRE. — Une série de nominations à la Cour d'appel de Paris et dans différentes justices de paix de Paris ou de sa banlieue paraît à l'Officiel.

Coquelet se défendit :

— Non... laissez-moi... supplia-t-il... Je ne veux plus... vous m'entendez ?

Partez... Oh ! ne me tourmentez pas plus longtemps...

Balthazar répondit simplement :

— Le puis-je ?

— Vous le pouvez répliqua Maurice.

— Non, fit avec un accent morne et cruel son invincible compagnon. Cela n'est plus possible. Ne vous lamentez pas inutilement. Vous n'avez pas encore commencé de souffrir.

— Irène ! appela le jeune homme.

— Elle ne vous entend pas.

— Savez-vous ce qu'elle fait ? demanda Coquelet.

Balthazar répondit :

— Irène n'est qu'une femme, faible et sensible... Elle vous aimait.

— Je l'aime encore soupira Maurice.

— Pourquoi l'avez-vous quittée ? ricana l'esprit. Ah ! jeune homme... jeune homme. Et vous voulez ?

— Je ne veux qu'elle !

— Pardon, assura Balthazar.... Vous vous trompez, ne voulez-vous pas au contraire souffrir ?

Coquelet ne répondit pas.

L'autre reprit :

— Vous ne sauriez choisir votre heure. Elle arrive, eh...

— Je vous suivrai dit alors le poète.

Il tirait la jambe et baissait la tête. Dans son visage, ses yeux brillaient de fièvre. Sa gorge était sèche et ses habits, qu'il n'avait pas brossés depuis deux jours, lui donnaient une apparence fatigante. Ses manches étaient sales.

(A suivre.)

La dernière heure

LA POLITIQUE DE MAX DE BADE

LE PROGRAMME PARLEMENTAIRE du nouveau gouvernement allemand

Amsterdam, 6 octobre. — Le Berliner Tagblatt donne le texte ci-dessous du programme des partis de la majorité du Reichstag, qui forme la base de la politique du nouveau gouvernement :

1^e Adhésion à la réponse du gouvernement impérial à la note du pape du 1^{er} août 1917 ;

2^e Déclaration que nous sommes prêts à faire partie de la Société des Nations, en accord avec les principes suivants :

La Société comprendra tous les Etats et sera basée sur l'idée de l'égalité pour tous les peuples. Son but est de sauvegarder la paix durable, l'existence indépendante et le libre développement économique de tous les peuples.

La Société des Nations, avec toutes ses ressources, protège les Etats qui en font partie dans l'exercice des droits qui leur sont garantis par la Société, laquelle reconnaît leurs possessions et exclut tous les traités spéciaux opposés aux buts de la Société.

Les fondements de la Société des Nations sont compréhensifs et comprennent : l'extension du droit international, l'obligation réciproque des Etats de soumettre à un traitement pacifique tous les conflits qui ne peuvent être résolus par des moyens diplomatiques, la réalisation du principe de la liberté des mers, un accord relativement au désarmement simultané et général sur terre et sur mer, la garantie de la porte ouverte pour les relations économiques, civiles et légales entre les nations et l'extension internationale de la législation socialiste et de la protection des travailleurs.

3^e Une déclaration qui ne soit pas sujette à objection, relativement à la restitution de la Belgique et à son indemnisation ;

4^e Les traités de paix conclus jusqu'ici ne doivent former aucune entrave à la conclusion générale de la paix.

Dans les provinces baltiques, en Lituanie et en Pologne, des assemblées populaires doivent être constituées aussitôt que possible sur de larges bases. Ces Etats, où on doit créer une administration civile dès qu'il sera possible, régleront leur propre constitution et leurs relations avec les peuples voisins ;

5^e Etablissement d'un Etat fédéral indépendant (Selbstständigen) d'Alsace-Lorraine avec autonomie complète correspondant à la demande d'une assemblée populaire par l'Alsace-Lorraine ;

6^e Réalisation sans retard de la réforme électorale prussienne ; et pareillement, on s'efforcera de faire aboutir une réforme analogue dans les Etats fédéraux où elle n'existe pas encore ;

7^e Coordination du gouvernement impérial et appel aux représentants du gouvernement et du Parlement, pour réaliser une politique impériale uniforme. Observation stricte de toute responsabilité constitutionnelle. Abolition de toutes institutions militaires servant à exercer une influence politique ;

8^e En vue de la protection de la liberté individuelle, du droit d'association et de la liberté de la presse, les ordonnances concernant l'état de siège seront amendées immédiatement et la censure restreinte aux questions des relations avec les gouvernements étrangers, aux questions de guerre, de stratégie et de tactique, aux mouvements de troupes et à la fabrication du matériel de guerre.

Etablissement d'un département de contrôle politique pour toutes mesures prises en raison de l'état de siège.

Les conférences à Berlin

Zurich, 6 octobre. — On apprend que le prince Max de Bade a débattu le texte de son discours avec le docteur Solf, le nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et c'est pour cette raison que la séance du Reichstag, qui devait s'ouvrir à une heure, n'a commencé qu'à cinq heures.

Le maréchal Hindenburg a quitté Berlin dans l'après-midi du 5 pour rentrer au G. Q. G.

L'empereur a tenu dans la même journée une série de conférences importantes au palais de la Chancellerie et il a reçu communiqué d'un rapport du G. Q. G.

La constitution du nouveau Cabinet

Zurich, 6 octobre. — La constitution du nouveau gouvernement du prince Max de Bade se complète peu à peu.

La *Germania* annonce que M. Walraff, secrétaire d'Etat à l'intérieur, sera remplacé par M. Böll, député au Reichstag et au Landtag, qui appartient au parti du centre.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* indique également que le comte de Radowitz, chef de la Chancellerie impériale, abandonnera son poste. Son successeur n'est pas encore désigné.

CE QUE PENSE LE PRINCE DE BADE

Un document

Londres, 6 octobre. — Une personnalité importante a pu prendre connaissance d'une lettre adressée par le prince Max de Bade, après son discours du 14 décembre 1917, au prince Alexandre de Hohenlohe. Ce document jette un jour singulier sur la mentalité et sur le caractère du nouveau chancelier de l'empire.

Dans quelle mesure et comment le prince Max de Bade entend le libéralisme ? On en jugera par la phrase suivante :

Les journaux de gauche m'assomment de leurs louanges, quoique cependant j'ai assez nettement stigmatisé le mot d'ordre de la démocratie et toutes les formules des théoriciens politiques, y compris celle du parlementarisme.

Plus loin, le prince de Bade ajoute :

Prendre l'ennemi à la gorge, se moquer de l'attitude de justifier qu'il affecte dans les questions de responsabilité de la guerre et dans celles intéressant la démocratie

étaient devenus pour moi un véritable besoin...

D'autre part on sait que, dans sa déclaration d'hier, le nouveau chancelier a fait siens le programme des partis de la majorité sur laquelle il s'appuie, programme qui comporte « une approbation sans réserve de la résolution de paix du 17 juillet 1917 ».

Pour apprécier la sincérité de son évolution, il suffit de se reporter à l'opinion que le prince Max de Bade exprimait sur ce sujet à la fin de sa lettre :

Naturellement, moi aussi, écrivait-il, je souhaite la plus large exploitation politique de nos succès militaires ; moi au contraire je suis l'adversaire de la résolution de paix abominable, fruit de la peur, et je désire que nous obtenions les réparations les plus amples, de quelque forme qu'elles soient, pour nous épargner l'appauvrissement après la guerre.

Mon point de vue ne coïncide pas, je crois, tout à fait avec le tien, car je continue à ne pas être partisan que nous disions au sujet de la Belgique plus, que nous n'en avons déjà dit. Nos ennemis en savent déjà assez. Nous avons affaire à un adversaire rusé et expérimenté, qui est l'Angleterre ; et la Belgique est le seul objet de compensation. Il en serait autrement si les conditions préalables d'une paix solide existaient déjà, mais ce n'est pas le cas, puisque M. Lloyd George et M. Clemenceau ont rompu les ponts.

LE COMTE BURIAN affirme la solidarité des Empires centraux

Zurich, 6 octobre. — Les journaux de Vienne reproduisent des communications faites par le ministre des affaires étrangères aux députés allemands sur la situation extérieure et militaire :

Dans aucune circonstance, a dit le comte Burian, on ne peut douter que la monarchie procédera dans toutes les questions d'une façon absolument solidaire avec l'empire allemand. Toutes les mesures exigées par notre sécurité dans les Balkans sont prises. Quant à la question polonaise, les négociations qui ont lieu à Berlin prennent un cours favorable, sans solution austro-polonaise.

M. Burian a accentué de nouveau que le bruit au sujet de l'incorporation projetée de la Bosnie-Herzégovine en Hongrie est faux, que l'on discute seulement l'annexion de ces deux provinces à la Hongrie comme corps autonome.

LA DÉNONCIATION du traité de Brest-Litovsk

Stockholm, 6 octobre. — Un radiotélégramme du gouvernement bolchevik a fait savoir qu'à une grande majorité il a déclaré inopportun de dénoncer le traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne.

L'OPINION RUSSE A PARIS

Peut-on voir, dans la dépêche annonçant qu'à la suite de l'occupation de Bakou par les Turcs le gouvernement russe aurait dénoncé le traité de Brest-Litovsk, une preuve que les bolcheviks auraient enfin atteint une exacte conception des intérêts de la Russie ? La réponse qui nous a été faite dans les meilleures russes de Paris est unanément négative. Une personnalité russe qui occupa avant la guerre en Russie une haute situation, et à qui il a été donné d'être renseignée, autant que la difficulté des communications le permet, sur la politique des bolcheviks, nous a déclaré notamment :

— Deux raisons nous incitent à ne pas dans la protestation du gouvernement du Sovjet qu'une nouvelle manifestation de son incohérence. Nous ferons remarquer tout d'abord que la dépêche annonçant que les bolcheviks dénoncent le traité de Brest-Litovsk est antérieure à celle qui annonce que les Allemands, d'accord avec le gouvernement de Moscou, se sont emparés du cuirassé dreadnought russe *Wolja* et de plusieurs autres unités.

— Il y a lieu ensuite de ne pas oublier que les bolcheviks, à diverses reprises, exprimé déjà leur volonté de ne pas se soumettre à l'Allemagne, ce qui ne les a pas empêchés de faire preuve d'une grande complaisance dans l'exécution des dispositions du traité. Il suffira des rappels que maintes fois depuis la signature de ce traité les bolcheviks ont annoncé la constitution d'une armée destinée à reprendre la guerre contre les Austro-Hongrois. Ils firent même à ce sujet des propositions aux missions alliées en Russie. Leur attitude à l'égard de l'Allemagne n'a pourtant jamais changé.

G Plaies, Brûlures GOMENOL

ONGUENT-GOMENOL ou (Le tube à 4 francs OLEO-GOMENOL à 33% (Impôt compris) Dans toutes les bonnes pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise Thomas PARIS, 187, Rue Croix-Nivert, 187 — (15^e Arrond¹).

Nous FABRIQUONS à Paris les médicaments PIERRES A BRIQUETS

Adresser les commandes à l'Usine des Pyro-Céramiques PARIS, 187, Rue Croix-Nivert, 187 — (15^e Arrond¹).

CONSTIPATION

Un Grain de Vals tous les 2 ou 3 jours au repas du soir régularise les fonctions digestives.

Les manuscrits non inscrits ne sont pas rendus.

PREMIERE JOURNÉE DE CONGRÈS

LES SOCIALISTES envoient un message au président Wilson

Le Congrès national du Parti socialiste s'est ouvert, hier matin, dans la grande salle de la Bellevilloise. Affluence énorme de délégués. Il était bien certain que la proposition d'armistice aurait sa répercussion immédiate sur les travaux du Congrès. Et, en effet, dès le début de la séance, le citoyen Marcel Cachin, président, prit la parole pour proposer aux délégués de voter une adresse qui ferait connaître au président Wilson l'opinion du Parti socialiste français sur la question.

Il fut donc convenu qu'une commission s'emploierait sans retard à rédiger un texte qui serait soumis, dans le courant de l'après-midi, à l'approbation des congressistes.

A cinq heures exactement, l'accord s'était fait entre les commissions, le citoyen Mayéras vint lire à la tribune le message dont voici le texte intégral :

Le Parti socialiste français, à la première heure de son Congrès national, s'est trouvé en présence de la proposition adressée au président Wilson par les Empires centraux et la Turquie, d'un armistice général immédiat et de l'ouverture de négociations de paix.

Le Parti enregistre avec joie ce nouveau résultat de l'effort soutenu et des sacrifices consentis depuis des années par les admirables soldats des démocraties alliées. Il y voit également le signe annonciateur d'un renversement d'opinion, qui doit amener les peuples ennemis à la claire notion du droit et de la liberté.

Aussi le Parti estime-t-il que, tout en exigeant les garanties diplomatiques et militaires indispensables, les gouvernements alliés ont le devoir de ne pas repousser dédaigneusement, et sans discussion, une pareille proposition, qui constitue, en fait, une ouverture sérieuse de négociations.

Le Parti se félicite, à cet égard, que ce soit au président Wilson que la proposition ait été adressée. Dès maintenant, il la considère comme une victoire certaine des démocraties : le gouvernement de l'Autriche-Hongrie d'abord s'est trouvé réduit à accepter comme base de discussion les quatorze propositions formulées le 8 janvier 1918 devant le Congrès des Etats-Unis ; bien plus, le chancelier allemand, lorsqu'il ne parlait encore que d'une entente commune pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, a fini par reconnaître, pour la première fois, que cette question était de droit international, et, d'autre part, en présentant son nouveau gouvernement comme issu de la représentation populaire et agissant d'accord avec elle. Il a également, dans le reste du jour, l'ennemi, mettant en ligne de nouvelles réserves, fit des efforts répétés pour reprendre le village. Toutes ses attaques furent repoussées, et au cours du combat, ses troupes subirent de lourdes pertes, notamment du fait des tanks britanniques, qui causèrent de grands ravages dans son infanterie. Le village reste entre nos mains.

La possession de Beaurevoir ne fut pas moins vivement disputée et resta longtemps douleureuse. L'ennemi, sérieusement renforcé, n'épargna aucun effort pour conserver cette localité. Après avoir livré pendant toute la journée un combat très acharné au cours duquel elles réalisèrent quelques progrès, les troupes anglaises attaquèrent à nouveau leurs lignes nettement à l'est et au nord-est.

Au nord de Beaurevoir, nos troupes ont pris Aubencheu-au-Bois et se sont établies sur les hauteurs se dirigeant au nord vers Lessains.

Nous avons fait plus de mille prisonniers au cours des opérations d'hier au nord de Saint-Quentin.

Sur le reste du front, rencontre de patrouilles et d'avant-postes en différents secteurs.

(Soir.) — Nous avons légèrement amélioré nos positions, au cours de combats courts, au sud-est et au nord d'Aubencheu-au-Bois.

Au nord de la Scarpe, nos troupes se sont emparées de Fresnoy et sont établies sur la Iisière est de ce village.

Le 27 septembre dernier, le Président Wilson a reconnu que « les Assemblées et les Associations de toute espèce composées de gens du peuple et de travailleurs, ont demandé presque chaque fois qu'ils se sont réunis et demandent encore, à toute occasion, que les chefs de leurs gouvernements leur déclarent en toute franchise quel est le but qu'ils poursuivent et quelles conditions ils prévoient pour le règlement final ».

Le Parti socialiste rappelle qu'en effet il a toujours pressé le gouvernement français d'agir selon les vues du président Wilson qui aura pour but « de donner satisfaction à la masse qui lutte et qui a le droit, plus que tout autre, d'avoir une réponse préalable à aucun malencontre ».

C'est par cette politique que le Parti socialiste a conscience, comme le président Wilson, de fraîcher à la réalisation rapide de la paix juste et durable.

Aujourd'hui, débat sur la politique générale : il est à prévoir que la belle union née hier sera fortement compromise. C'est encore l'opinion unanime des délégués.

Menace de crise ministérielle en Espagne

Les journaux de Madrid présentent la situation du ministère de coalition du 21 mars comme grave, à la suite de divergences entre M. Alba, ministre de l'instruction publique, et ses collègues conservateurs, sur la question de l'augmentation de traitement des instituteurs proposée par le ministre. La question semble bien mince, à côté d'autres questions intérieures et extérieures posées devant le cabinet, pour justifier à elle seule une crise gouvernementale dans les circonstances actuelles.

Quoi qu'il en soit, M. Alba a déclaré à M. Maura qu'il attendait le retour du roi à Madrid pour donner irrévocablement sa démission.

FERDINAND BOTANISTE

Bâle, 6 octobre. — Le tsar Ferdinand vient d'arriver à Vienne. A son passage à Budapest, le souverain détrôné a déclaré au consul de Bulgarie qu'il avait l'intention de se livrer à ses travaux favoris, notamment à l'étude de la botanique.

Les Maladies des Voies Urinaires sont guéries RADICALEMENT par L'UROMÉTINE LAMBOTTI FRÈRES

En vente dans toutes les Pharmacies.

LA HERNIE

est radicalement supprimée par la nouvelle découverte du grand spécialiste de Paris, M. A. Claverie. Tous les herniens soucieux de leur santé, qui veulent vivre et travailler sans fatigue ni appréhensions, doivent demander aujourd'hui même à M. A. Claverie, 234, faubourg Saint-Martin, à Paris, le magistral « Traité de la Hernie », qui contient la description de cette belle découverte.

Applications tous les jours (même dimanches et fêtes) de 9 heures à 7 heures (Métro : Louis-Blanc).

L'ASSAUT DES ALLIÉS

LES TROUPES FRANCO-SERBES poursuivent les Austro-Allemands se sont emparées de Vranja

Communiqué de l'armée d'Orient du 5 octobre. — Après une poursuite énergique des forces austro-allo-allemandes qui se retirent en désordre vers le nord, les troupes françoises se sont emparées de Vranja.

Elles ont fait plusieurs centaines de prisonniers et capturé quelques canons et des mitrailleuses.

En Albanie, nos éléments continuent leur progression. Dibra a été occupée par les Serbes.

Commandement suprême, 6 octobre. — Nos avant-gardes, bien que contrariées par le mauvais temps, qui rend les routes difficiles, ont progressé sur la route d'El Basan et ont atteint Lidas.

Communication britannique du 6 octobre (après-midi). — Des combats opiniâtres se sont poursuivis pendant toute la journée d'hier à Montbrehan et à